

Intervention du Conseiller Général de Saint-Barthélemy le 23 janvier 2006.

Monsieur le Président,
Mes chers collègues,

Je ne reviendrai pas sur la lecture que je fais, à titre personnel, de votre projet de budget 2006. Il est prudent, c'est évident mais ô combien réaliste et témoigne de votre volonté d'assurer une gestion saine, équilibrée, équitable et rigoureuse des finances publiques et des moyens réels dont dispose notre assemblée.

Répondre en priorité aux missions qui sont les nôtres, les assumer en évitant autant que faire se peut, de sortir des cadres de compétences qui nous sont fixés par les lois et règlements, vous savez à quel point j'adhère à cette démarche. Je crois par conséquent, que ce sera une surprise pour personne si je vous affirme ici que je voterai votre budget.

Mais ma courte intervention a un autre but.

Je souhaite profiter de la tribune qui m'est offerte aujourd'hui, pour interpellier le Président Sénateur (auquel j'associe d'ailleurs le collègue et Député Eric JALTON) sur la question de l'évolution institutionnelle de Saint-Barthélemy.

En ma qualité d' élu de Saint-Barth, je suis inquiet.

Inquiet parce que la dynamique mise en place et qui paraissait évidente et soutenue à tous les niveaux de la hiérarchie et notamment au niveau du Ministère de l'Outre-mer, n'est plus perceptible aujourd'hui.

Sans vouloir sombrer dans un pessimisme outrancier, je ne veux pas non plus cacher cette inquiétude, sans doute un peu trop réaliste, concernant l'aboutissement de notre projet.

Chacun ici connaît les enjeux des échéances électorales à venir et tous les signes sont déjà là pour nous prouver que la campagne sera longue, dure et particulièrement politisée.

Il est donc évident, que si notre projet de loi organique n'a pas abouti à l'été 2006, il risque fort d'être renvoyé, oublié, voire définitivement abandonné.

Cette affirmation est d'autant plus vraie qu'il se dit en haut lieu que ce dossier n'est ni suffisamment important ni particulièrement urgent au point de venir surcharger le débat parlementaire déjà très lourd semble-t-il.

Quelle insulte, quel affront et quelle condamnation pour la population d'une île qui a affirmé son choix et sa détermination à plus de 95% et par la voie des urnes !

Mes chers collègues, je ne vous ferai pas l'insulte de revenir ici ni sur l'historique, ni sur le fondement de notre démarche, mais je vous rappelle ceci :

Parce que cette démarche a été correctement expliquée et comprise par tous les élus guadeloupéens, nos deux assemblées locales, qu'elles soient de Gauche ou de Droite, et contrairement à ce que vient de publier une certaine presse nationale spécialisée, ont toujours approuvé nos choix, soutenu notre projet et accompagné notre dossier.

Aussi, il me paraît aujourd'hui plus important que jamais qu'au niveau national, le Gouvernement et le Parlement prennent conscience de l'existence de ce consensus et de notre volonté unanimement partagée de voir aboutir enfin ce projet.

C'est pourquoi, Monsieur Le Président, je vous demande – et à travers vous c'est à l'ensemble des parlementaires guadeloupéens que je m'adresse - d'intervenir au plus haut niveau, non seulement pour réaffirmer votre soutien mais pour tenter de redynamiser ce dossier ou simplement de relancer cette question et ce, afin d'éviter qu'il ne soit mis en sommeil ou vidé de son contenu pour des raisons purement électoralistes et sans rapport avec les spécificités de notre île.

Au delà de votre voix de Sénateur et si vous en étiez d'accord, Monsieur le Président, j'aurais aimé que l'assemblée départementale toute entière puisse se prononcer sur mon propos, au travers d'une motion, qui vous permettrait de demander officiellement que le projet de loi organique concernant l'évolution statutaire de Saint-Barthélemy soit inscrit prioritairement dans le débat parlementaire dès le printemps.

Telle est Monsieur Le Président, la demande officielle que je porte aujourd'hui devant vous.

Je ne doute pas un instant que mon message aura été entendu.

Mes chers collègues, je vous demande une fois de plus votre soutien et vous remercie de m'avoir écouté.

Michel MAGRAS.